
UNICEF NDJAMENA (TCHAD)

Attention: Supply & Logistics Unit

Route de L'aéroport, Rue , 1039 Ndjamena.

DATE DE PUBLICATION : 10 septembre 2024

AVIS D'APPEL D'OFFRE

LRPS N° 2024- 9192777 – APPEL D'OFFRES POUR L'EVALUATION DES BESOINS POUR LA PREVENTION DES INONDATIONS ET LE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES A RISQUE DANS LES PROVINCES DE LA TANDJILE, DU MAYO KEBBI EST, DU LOGONE ORIENTAL, DU LAC ET DE LA VILLE DE N'DJAMENA

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) au Tchad invite, par la présente, les soumissionnaires intéressés à présenter leurs propositions techniques et financières, pour le service susmentionné selon les termes de référence en annexe, sous pli fermé.

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert à tous les cabinets spécialisés dans le domaine.

IMPORTANT - INFORMATION ESSENTIELLE

(L'offre ne sera considérée que si le numéro de l'appel d'offres figure sur l'enveloppe réponse ou dans le mail de soumission)

Dans toute correspondance rappeler la référence:

LRPS N° 2024- 9192777 – APPEL D'OFFRES POUR L'EVALUATION DES BESOINS POUR LA PREVENTION DES INONDATIONS ET LE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES A RISQUE DANS LES PROVINCES DE LA TANDJILE, DU MAYO KEBBI EST, DU LOGONE ORIENTAL, DU LAC ET DE LA VILLE DE N'DJAMENA

Les offres, sous plis cachetés, devront parvenir à l'UNICEF au plus tard le mardi 01 octobre 2024 à 15h00' ou par courriel à l'adresse CHD_Tenders_SupplyUnit@unicef.org .

L'ouverture ne sera pas publique.

Toute demande d'information ou de clarification au document d'appel d'offres peut être obtenue à l'adresse suivante : chadprocurement@unicef.org

Le dossier de Soumission devra comprendre les documents suivants :

- i. L'offre technique ;
- ii. La proposition financière.

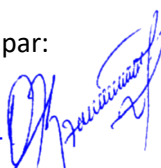
Préparé par:



09-09-2024

Supply Associate

Revu par:

09.09.2024 

Contracts Officer

Approuvé par:



OIC, Supply & Logs

INSTRUCTION A L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. CONTEXTE GENERAL :

Au Tchad, les inondations sont un phénomène récurrent pendant la période pluviale. En 2022, les fortes pluies et le débordement des fleuves Chari et Logone ont touché 1 468 847 personnes d'après les publications officielles et causé d'importants dégâts matériels dans 19 des 23 provinces du Tchad y compris N'Djaména.

Ces inondations ont gravement affecté le système éducatif tchadien. En termes d'infrastructures, le cluster Education a recensé 1 225 écoles touchées avec 4 274 salles de classe détruites ou endommagées ; et plusieurs dizaines de points d'eau et de latrines scolaires ont été inondées. Par conséquent, des milliers d'enfants n'ont pas commencé la nouvelle année scolaire 2022/2023 en octobre 2022, ce qui a entraîné des retards importants dans le programme scolaire. Les provinces les plus affectées sont celles de la Tandjilé, du Mayo-Kebbi Est, du Logone Oriental, du Lac et de la Ville de N'Djaména.

Face à ces inondations récurrentes et afin de réduire leur impact sur les apprentissages, le bien-être physique et psychosocial des élèves et des enseignants, il est important que les partenaires soutiennent le renforcement de la résilience des écoles dans les zones les plus à risque. C'est ainsi que l'UNICEF souhaite appuyer le Ministère de l'Education Nationale et de la

Promotion Civique (MENPC) à travers le recrutement d'un Bureau d'Etudes pour faire une évaluation rapide des besoins en renforcement des infrastructures (salles de classe, latrines, points d'eau, bureaux, etc.) des écoles les plus à risque des inondations dans les 5 provinces les plus affectées par les inondations de 2022 au Tchad.

L'objet de la présente consultation est de solliciter des Propositions en d'identifier les besoins et proposer des solutions pour renforcer la résilience des infrastructures dans les écoles situées dans les zones les plus à risque des inondations dans les 5 provinces, à savoir la Tandjilé, le Mayo Kebbi-Est, le Logone oriental, le Lac et N'Djaména.

La présente Demande de propositions comporte les éléments suivants :

1. Le présent document
2. Les Conditions générales des contrats (services) de l'UNICEF, qui figurent à l'Annexe A
3. Le texte intégral des Termes de référence joints à l'Annexe B.

La présente Demande de propositions constitue une invitation à soumissionner et ne peut être considérée comme constituant une offre susceptible d'être acceptée ou comme créant un quelconque droit contractuel, légal ou à réparation. Aucun contrat contraignant et, notamment, aucun contrat de procédure ou autre accord ou arrangement n'existe entre le Soumissionnaire et l'UNICEF et la responsabilité de l'UNICEF n'est pas engagée sur le fondement et au titre de la présente Demande de propositions tant qu'un contrat n'a pas été signé par l'UNICEF et l'Attributaire.

2. PARTICIPATION :

La demande de proposition est ouverte à tous les Bureaux d'Etudes Techniques légalement reconnus et à jour de leurs obligations fiscales et administratives au Tchad qui manifestent un intérêt à participer à la sollicitation.

3. RETRAIT DES DOSSIERS:

Le dossier peut être :

- Obtenu par mail envoyé à l'adresse chadprocurement@unicef.org
- Obtenu dans les bureaux UNICEF de Bol, Moundou, Mongo et Abéché.
- Téléchargé sur le site UNGM du Système des Nations Unies (www.ungm.org).

4. OFFRE FINANCIERE:

Les cadres de devis et les bordereaux des prix unitaires sont fournis en ANNEXE du présent document. Le soumissionnaire présentera son offre financière conformément aux cadres de devis.

5. PRESENTATION ET DEPOT DES OFFRES :

5.1. Présentation de l'offre :

Les offres doivent être présentées comme suit suivant les deux modalités de dépôt ci-dessous :

Modalité 1 : Dépôt physique :

Les offres techniques et financières, rédigées en langue française seront dans deux (02) enveloppes séparées. Chaque enveloppe devra contenir l'original et 2 copies de chacune des offres. Le tout dans une grande enveloppe anonyme portant clairement la mention suivante :

RFPS 2024-9192777- Recrutement d'un Bureau d'Etudes pour une évaluation des besoins pour la prévention des inondations et le renforcement de la résilience des infrastructures scolaires a risque dans les provinces de la Tandjilé, du Mayo Kebbi Est, du Logone oriental, du Lac et de la ville de N'Djaména Objet de la Demande de Proposition

A L'ATTENTION DU REPRESENTANT DE L'UNICEF

(Fonds des Nations Unies pour l'Enfance)

BP 1146 N'Djaména - Tchad

Avec la mention : "A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement".

AUCUNE AUTRE MENTION (LOGO, CACHET ET DENOMINATION DU SOUMISSIONNAIRE etc...) QUE CELLE INDIQUEE CI-DESSUS NE DEVRA ETRE SUR LA 3EME ENVELOPPE.

Les soumissions, sous enveloppe anonyme (sans logo ni cachet du Cabinet) doivent être déposées au plus tard à la date limite de dépôt des soumissions (Cf page 1) de 8 heures à 16 heures dans l'urne de réception des offres disponible au bureau UNICEF de N'Djaména sis à l'Avenue Général Youssouf Boy (près du rond-point Shangai).

En cas de non-respect de ces instructions, le Bureau UNICEF au Tchad ne pourra en aucun cas être tenu responsable si l'offre est égarée ou si elle est ouverte prématurément et elle serait d'office éliminée.

5.2. Documents Administratifs obligatoires à mettre dans l'offre technique :

Les soumissionnaires doivent inclure, comme partie intégrante de leurs offres, les documents administratifs suivants et dans l'ordre ci-dessous listé :

- a. Copie légalisée de l'Autorisation administrative d'exercice industriel ou artisanal ;
- b. Copie de la patente de l'année en cours légalisée ;
- c. Copie légalisée de l'attestation de non-redevance de l'année en cours ;
- d. Copie de la déclaration du registre de commerce légalisée ;
- e. L'attestation bancaire du BET datée de moins de trois (3) mois ;
- f. Copie de l'attestation de mise à jour de la CNPS en cours de validité légalisée ;
- g. Liste du personnel d'encadrement (dirigeants, personnels techniques) avec curriculum-vitae daté et signé et copies de diplômes ou d'attestations de formation, liste des matériels de chantier avec les justificatifs, références techniques et résultats antérieurs des cinq dernières années (copies des contrats avec des attestations de bonne fin d'exécution.

L'absence ou la non-validité de l'une au moins des pièces ci-dessous citées est éliminatoire :

- 1. Copie légalisée de la patente de l'année en cours ;
- 2. Copie légalisée de l'attestation de non-redevance de l'année en cours ;
- 3. Copie légalisée de l'attestation de mise à jour de la CNPS en cours de validité ;
- 4. Copie légalisée de l'attestation de non-faillite et non liquidation judiciaire datant de moins de 3 mois.

Les photocopies des documents devront obligatoirement être lisibles et certifiées.

NB : L'UNICEF, dans sa politique de gestion des risques financières, évalue les capacités financières des entreprises à exécuter ses marchés. A cet effet, il sera demandé aux BET qui seront techniquement qualifiées de déposer leurs bilans financiers certifiés par la Direction des Impôts des années 2022 et 2023 aux fins de cette évaluation de capacité financière avant toute attribution du contrat.

Le Soumissionnaire qui ne satisfait pas à toutes les conditions et instructions figurant dans la demande de propositions ou qui ne fournit pas tous les renseignements demandés le fait à ses propres risques et peut voir sa Proposition rejetée.

La Proposition doit être présentée en respectant le format de la présente demande de proposition pour la fourniture de services. Chaque Soumissionnaire doit se conformer aux demandes ou conditions énoncées par l'UNICEF, indiquer qu'il les comprend et confirmer qu'il les accepte. Il doit préciser toute hypothèse de fond posée lors de la préparation de sa Proposition. Différer une réponse à une question ou à un problème à une étape quelconque de la négociation d'un contrat n'est pas acceptable. Tout élément qui n'est pas expressément abordé dans la Proposition est considéré comme accepté par le Soumissionnaire. Les réponses incomplètes ou inadéquates, l'absence de réponse ou les fausses déclarations dans les réponses aux questions ont une incidence sur l'évaluation de la Proposition.

Toutes les références aux documents descriptifs doivent figurer dans le paragraphe concerné de la proposition, bien que les éléments d'information/documents puissent être joints à la proposition sous la forme d'annexes. Le Soumissionnaire doit aussi présenter dans la proposition des renseignements suffisants pour couvrir tous les aspects des critères d'évaluation exposés dans le présent document et permettre une analyse équitable de tous les Soumissionnaires et de leurs propositions. Il appartient à l'UNICEF de déterminer, à sa seule discrétion, si les renseignements fournis sont suffisants.

Le Formulaire de soumission dûment rempli et signé doit être joint à la Proposition. Il doit être signé par un représentant dûment autorisé de l'Organisation/de la Société.

Si des feuilles de réponse sont fournies par l'UNICEF, elles doivent être dûment remplies par le Soumissionnaire.

5.3. Proposition technique.

La Proposition technique doit répondre aux critères et aux conditions énoncés dans la présente Demande de propositions et tenir dûment compte de ses Termes de référence/son Cahier des charges et de ses critères d'évaluation. Il importe de noter que l'UNICEF accueille favorablement les propositions novatrices et les solutions originales pour répondre aux besoins qui ont été définis. AUCUNE INFORMATION SUR LES PRIX NE DOIT FIGURER DANS LA PROPOSITION TECHNIQUE.

5.4. Proposition financière.

La Proposition financière doit être établie en respectant les conditions énoncées dans les Termes de référence/le Cahier des charges (ANNEXE 2) et les cadres de devis (ANNEXE B) de la présente Demande de propositions pour la fourniture de services.

Chaque Soumissionnaire reconnaît que sa participation à tout stade de la présente procédure de demande de propositions se fait à ses propres risques et coûts. Les frais supportés par le Soumissionnaire au titre de la préparation de sa Proposition ou de la réponse à la présente Demande de propositions, de la présentation d'échantillons, de la participation à toute réunion préparatoire, d'une inspection des lieux, de réunions ou de présentations orales sont à sa charge, et non à celle de l'UNICEF, quel que soit le déroulement ou le résultat de la procédure.

La Proposition devra comprendre toutes les annexes et tous les documents permettant de prouver son contenu.

Les soumissionnaires doivent remettre des prix en Francs CFA (XAF). En tant qu'Agence du Système des Nations Unies et en vertu des accords signés avec le Gouvernement du Tchad, l'UNICEF est exonéré des droits et taxes en douane et de la TVA. Par conséquent les offres des soumissionnaires doivent être hors taxes et hors TVA.

6. VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires devront présenter une offre avec un délai de validité de 90 jours calendaires.

7. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des offres aura lieu dans les locaux de l'UNICEF. L'ouverture des offres ne sera pas publique compte tenu de la nature de cette demande de proposition.

8. ADJUDICATION

8.1. Procédure d'évaluation des Propositions.

L'évaluation est effectuée par l'UNICEF conformément à ses règlements, règles et pratiques et toutes les décisions sont prises à la seule discrétion de l'organisation.

Après l'ouverture des Propositions, l'UNICEF suit les étapes suivantes dans l'ordre indiqué :

- Premièrement, chaque Proposition est évaluée pour déterminer sa conformité avec les dispositions obligatoires de dépôt des offres édictées par l'appel d'offres. Les Propositions jugées non

conformes à toutes les dispositions obligatoires sont rejetées à cette étape sans autre examen. Le manque de conformité avec l'une ou l'autre des conditions énoncées dans la présente Demande de propositions, notamment la non-communication de tous les renseignements requis, peut entraîner le rejet d'une Proposition sans examen ultérieur.

- Deuxièmement, l'UNICEF évalue la Proposition technique pour déterminer la conformité avec les prescriptions techniques énoncées dans la présente Demande de propositions pour la fourniture de services, en se fondant sur la méthode d'évaluation.
- Troisièmement, l'UNICEF procède à une évaluation commerciale de la Proposition financière pour les Propositions jugées conformes sur le plan technique, en se fondant sur la méthode d'évaluation.

8.2. Méthode d'évaluation des Propositions

Pour les critères d'évaluation, la fourchette de pondération entre les notes techniques et les notes commerciales (proposition financière) est de 70/30.

Les Propositions soumises en réponse à la présente demande de propositions contiennent les éléments nécessaires à :

a) L'évaluation technique

Les critères d'évaluation technique détaillés figurent dans les Termes de Reference en Annexe B et sont regroupés en 4 critères ci-dessous :

1. Expériences en dans le domaine des aménagements (20 points)
2. Méthodologie (14.5 points)
3. Moyens matériels (facture pour le matériel et cartes grises des moyens roulants affectes pour les travaux) (15 points)
4. Moyens humains (20.5 points)

NOMBRE TOTAL MAXIMUM DE POINTS 70

Seule les Propositions ayant reçu un nombre minimum de points égale à 49 font l'objet de l'évaluation financière.

b) L'évaluation commerciale (proposition financière)

Le nombre total des points attribués à la proposition financière est de 30. Le nombre maximum de points est attribuée à la proposition la moins disante mais supérieure aux offres financières jugées suffisamment basses. Celle-ci est ensuite comparée aux propositions des entreprises participantes qui obtiennent le nombre minimum de points requis dans l'évaluation de la proposition technique. Toutes ses autres propositions financières sont notées dans un ordre inversement proportionnel à la proposition la moins disante ; par exemple :

$$\text{Score de la proposition } X = \frac{\text{Score Max. Offre financière} * \text{Prix de l'offre la plus basse}}{\text{Prix de l'offre de } X}$$

Total de points pouvant être obtenus aux niveaux technique et financier : 100.

Le(s) Soumissionnaire(s) obtenant la note totale la plus élevée après addition des notes technique et financière se voit (sous réserve de toute négociation et des divers droits de l'UNICEF précisés dans la Demande de propositions attribuer le (les) contrat(s).

c) Négociation :

L'UNICEF se réserve le droit de négocier avec le (les) Soumissionnaire(s) le (les) mieux classé(s), c'est-à-dire ceux dont la (les) Proposition(s) présente(nt) le meilleur rapport qualité-prix.

9. ATTRIBUTION DU MARCHE

L'UNICEF attribue (sous réserve de toute négociation et de ses divers autres droits précisés dans la présente Demande de propositions) le contrat au soumissionnaire présentant la Proposition la mieux disante jugée conforme sur le plan technique par lot. C'est-à-dire le soumissionnaire ayant obtenu la note la plus élevée après addition des notes techniques et financière par lot.

Les soumissionnaires dont les offres auront été retenues, seront informés dès que possible. Néanmoins, l'UNICEF se réserve le droit de rejeter toute offre émanant d'un soumissionnaire qui, antérieurement n'aurait pas exécuté correctement ou dans les délais prescrits, un marché de nature analogue ou d'un soumissionnaire qui, de l'avis de l'UNICEF, n'est pas apte à réaliser ces prestations.

L'UNICEF n'informe que le(s) Soumissionnaire(s) à qui le(s) contrat(s) (services) a (ont) été attribué(s) à l'issue de cette procédure de demande de propositions ; il peut, même s'il n'est pas tenu de le faire, informer les autres Soumissionnaires du résultat de la procédure.

10. ERREUR DANS LES OFFRES

Les soumissionnaires ou leurs représentants autorisés, doivent examiner de façon approfondie le détail des éléments composants leur offre. S'ils ne procèdent pas à cet examen, (spécifications techniques, délais, modalités de livraison et de paiement, etc....), les soumissionnaires supporteront les risques de leurs carences et ne pourront pas dégager leurs responsabilités en invoquant une erreur dans l'offre.

11. PENALITE DE RETARD

En cas de dépassement du délai global contractuel, des pénalités seront décomptées sur la base de 1/1000^{ème} du montant du marché par jour calendaire de retard, le résultat obtenu étant arrondi aux francs supérieurs.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sans mise en demeure préalable, sur simple constatation du retard. Son montant sera déduit des sommes dues à l'entrepreneur dès établissement du premier décompte provisoire suivant le constat de retard.

Le montant des pénalités est plafonné à 10% du montant du marché. L'UNICEF peut résilier de plein droit et aux torts de l'entrepreneur le marché dès que ce seuil est atteint et cela sans autre avertissement et nonobstant tout recours judiciaire.

12. COMPTE BANCAIRE

Les soumissionnaires sont priés d'indiquer toutes les références bancaires nécessaires pour le paiement des factures en fournissant le RIB de leur compte.

AVERTISSEMENT

Le présent appel d'offres requiert des soumissionnaires, du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage, et de toute autre personne intervenant dans le processus de passation du marché y afférant, l'observation scrupuleuse des normes

d'éthique quant à la « corruption » et aux « manœuvres frauduleuses » lors de la passation et de l'exécution dudit marché. À cet effet, les définitions suivantes conviennent d'être précisées :

- « **Corruption** » signifie le fait d'offrir, de donner, d'agréer ou de solliciter toute chose ayant une valeur dans le but d'influencer l'action d'un responsable dans le processus de passation et d'exécution du marché ;
- « **Manœuvres frauduleuses** » signifient une présentation inexacte des faits dans le but d'influencer le processus de passation ou d'exécution du marché au détriment du maître de l'ouvrage et incluent la collusion entre soumissionnaires en vue de fausser le principe de la libre concurrence.

La Commission d'ouverture et d'évaluation des offres rejettera toute offre contenant des informations inexacts ou fallacieuses fournies par le soumissionnaire et éliminera sans recours tout candidat usant de pratiques irrégulières dans le processus de passation du présent marché.

LISTE RECAPITULATIVE DES ANNEXES

ANNEXE A. / ANNEXE A. LES CONDITIONS GENERALES DES CONTRATS INSTITUTIONNELS DE L'UNICEF (en pièce jointe)

ANNEXE B. TERMES DE REFERENCES

ANNEXE C. CADRE DE DEVIS QUANTITATIF

ANNEXE D. BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES

ANNEXE E. FORMULAIRE DE DECLARATION DU FOURNISSEUR

ANNEXE F. LETTRE DE SOUMISSION FINANCIERE

ANNEXE G. ATTESTATION DE VISITE

ANNEXE B- TERMES DE REFERENCE

TERMES DE REFERENCE

Termes de Référence pour le recrutement d'un Bureau d'Etudes pour une évaluation des besoins pour la prévention des inondations et le renforcement de la résilience des infrastructures scolaires à risque dans les provinces de la Tandjilé, du Mayo Kebbi Est, du Logone oriental, du Lac et de la ville de N'Djaména

1. Contexte et justification de la prestation demandée

Au Tchad, les inondations sont un phénomène récurrent pendant la période pluviale. En 2022, les fortes pluies et le débordement des fleuves Chari et Logone ont touché 1 468 847 personnes d'après les publications officielles et causé d'importants dégâts matériels dans 19 des 23 provinces du Tchad y compris N'Djaména.

Ces inondations ont gravement affecté le système éducatif tchadien. En termes d'infrastructures, le cluster Education a recensé 1 225 écoles touchées avec 4 274 salles de classe détruites ou endommagées ; et plusieurs dizaines de points d'eau et de latrines scolaires ont été inondées. Par conséquent, des milliers d'enfants n'ont pas commencé la nouvelle année scolaire 2022/2023 en octobre 2022, ce qui a entraîné des retards importants dans le programme scolaire. Les provinces les plus affectées sont : Tandjilé, Mayo Kebbi Est, Logone Oriental, Lac et N'Djaména.

Face à ces inondations récurrentes et afin de réduire leur impact sur les apprentissages, le bien-être physique et psychosocial des élèves et des enseignants, il est important que les partenaires soutiennent le renforcement de la résilience des écoles dans les zones les plus à risque. C'est ainsi que l'UNICEF souhaite appuyer le Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique (MENPC) à travers

le recrutement d'un Bureau d'Etudes pour faire une évaluation des besoins pour la prévention des inondations et le renforcement de la résilience des infrastructures scolaires à risque dans les provinces de la Tandjilé, du Mayo Kebbi Est, du Logone oriental, du Lac et de la ville de N'Djaména les plus affectées par les inondations de 2022 au Tchad.

2. Objectif de la prestation demandée

L'objectif de la consultation est d'identifier les besoins et proposer des solutions pour renforcer la résilience des infrastructures dans les écoles situées dans les zones les plus à risque des inondations dans les 5 provinces, à savoir la Tandjilé, le Mayo Kebbi-Est, le Logone oriental, le Lac et la ville de N'Djaména.

Province	Nombre d'établissement
Lac	14
N'Djamena	9
Logone Orientale	37
Mayo <u>Kebbi Est</u>	62
Tandjile	28
Total	150

A cet effet, UNICEF Tchad recrute un bureau d'Etudes afin d'établir les besoins (état des lieux) et de proposer des solutions (travaux ; plans et équipement de prévention/gestion des inondations...) adéquates pour renforcer la résilience des infrastructures (salles de classe, latrines, points d'eau, murs de clôture, bureaux, etc.) face aux inondations.

3. Méthodologie / Approche / Tâches à mener par le prestataire de service

Sous la supervision de la Section WASH, le Bureau d'Etudes aura la charge de collecter les données pour faire un état des lieux des écoles (domaine scolaire y compris les salles de classe, latrines, points d'eau potable, murs de clôture, bureaux, niveau de risque des sites-écoles, etc.) et proposer les solutions nécessaires afin de permettre d'envisager le renforcement de la résilience de ces écoles face aux inondations.

Plus spécifiquement et en collaboration avec les Services déconcentrés du Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique et du ministère de l'Eau et de l'Energie et des responsables des établissements ciblés de chaque province, le Cabinet sera responsable des tâches suivantes :

- ✓ Préparer les outils de collecte des données et les soumettre pour validation ;
- ✓ Effectuer des descentes sur les différentes écoles et collecter les données dans les établissements scolaires (centre préscolaires, écoles primaires, moyens et secondaires) sélectionnés par province, soit 150 établissements scolaires au total, sur la base d'une liste d'écoles qui lui sera préalablement mise à disposition par l'UNICEF ;
- ✓ Sur la base des renseignements fournis par les responsables et les communautés des sites, et les constats/observations in-situ faire un état de lieux de chaque établissement (impact des précédentes inondations et niveau de risque éventuels en cas de nouvelles inondations) y compris le niveau de risque du site (terrain) sur lequel se situe ledit établissement.
L'état des lieux devra porter sur :
 - L'état du domaine /périmètre de l'établissement (topographie, nature du sol, ...) ;
 - Les bâtiments abritant les salles de classes et l'administration (trace/impacts des inondations passées, état des murs et du sol.) ;
 - Les ouvrages d'approvisionnement en eau potable (impact des inondations passées, fonctionnalité, qualité de l'eau..) ;
 - Les ouvrages d'assainissement (installations sanitaires) ;
 - Les VRD en particulier les réseaux de drainage
 - Les voies d'accès aux écoles depuis la route pour permettre un accès à tout temps ;
- ✓ Pour chaque établissement évalué, faire ressortir la nature des travaux de protection à réaliser, le volume de travaux à réaliser et l'estimation du coût des travaux et autres mesures ainsi que des plans d'aménagement à mettre en place pour renforcer la résilience des infrastructures ;

- ✓ Renseigner tout autre point de préoccupation pouvant affecter le renforcement de la résilience des établissements évalués.

Tableau : LISTE DES ECOLES CIBLES DANS LES 5 PROVINCE

Ville de N'Djamena

No	Niveau	DPEN	IDEN	IPEP	NOM DE L'ECOLE
1	Primaire	NDJAMENA	8	8	ECOLE DIGUEL EST ET CEG DIGUEL EST
2	Primaire	NDJAMENA	7	7	ECOLE OFFICIELLE DE BOUTALBAGAR ; CEG DE BOUTALBAGAR
3	Primaire	NDJAMENA	9	7	ECOLE FDAR CHAGOUA A ET B ;
4	Collège	Ndjamena	7	7	CEG ATRONE
5	Collège	Ndjamena	8		ECOLE GARDOLE DJEDID ET CEG GARDOLE DJEDID ;
6	Lycée	NDJAMENA	1	9	LYCEE DJOUGOULIE FARCHA
7	Lycée	NDJAMENA	7	7	LYCEE DE GASSI
8	Lycées	NDJAMENA	9	9	CEG DE WALIA ET LYCEE DE WALIA
9	Primaire	NDJAMENA	5	9	ECOLE COMMUNALE D'AMRIGUEBE

Province du Lac

IDENPC	IPEP	NOM DE L'ECOLE
IDENPC de <u>Mamdi</u>	IPEP DE Bol Rural	ECOLE OFFICIELLE DE KINASSEROM
		ECOLE OFFICIELLE DE KEMBOLO
		ECOLE OFFICIELLE DE KARGA 1
		ECOLE OFFICIELLE DE DJARGANDOU
		ECOLE OFF. DE FITINE
		ECOLE OFFICIELLE DE NOH DOUMBA
	IPEP DE ISSEIROM	ECOLE LATRI
		ECOLE KIRI
IDENPC de <u>Bagassola</u>	IPEP DE <u>Bagassola</u> Urbain	ECOLE IBN AFAN
		ECOLE GOUMACHIROM
	IPEP DE <u>Bagassola</u> Rural	ECOLE DARNAIM
		ECOLE NGOLIO
		ECOLE ESPOIR II
IDENPC DE FOULI	IPEP DE LIWA	ECOLE DE KISKAWA
Total Lac		14

Province de la Tandjilé

N	PROVINCE	CHEF LIEU	DEPARTEMENT	NOM DE L'ECOLE
1	TANDJILE	LAI	TANDJILE EST	CEG DE DILAA
2				CEG DE MISSERE
3				CEG COMMUNAL DE LAI
4				ECOLE OFFICIELLE DE MANDE
5				CEG DE DRAY-MBASSA
				CEG DE SATEGUI
6			TANDJILE CENTRE	ECOLE DE TCHAGRA
7				ECOLE DE TOURMA
8				ECOLE DE TOUKOUALE
9				ECOLE DE LILE
10				ECOLE DE MELENGUE
11				ECOLE DE PAH KOULIENG
12				CEG DE TCHOUA
13				ECOLE DE KASSERE GAIN
14				CEG DE NANDJERE NANGOM
15				ECOLE DE TCHEBELE
16			TANDJILE OUEST	ECOLE DE DYH GOUGOUMA
17				ECOLE DE DJARGUILA
18				ECOLE DE KOLBEYE ADARAN
19				ECOLE DE MOSSO 3
21				ECOLE OFFICIELLE DE DOGOU
22				ECOLE KANDJA MBOULZOU
23				ECOLE DE BABE LABY
24				ECOLE DE KOMGOL KOBRO
25				ECOLE DE MANGA DONGO
26				ECOLE DE DISSOUA DINGBIL
27				ECOLE DE MABBELEM KEMESSIA
28				ECOLE DE AMBASGLAOU
Total Tandjile				28

Province du Mayo Kebbi Est

	MAYO EST	KEBBI	BONGOR	KABBIA	NOM DE L'ECOLE
1					ECOLE TAGAL WEDET
2					CEG N°1 DJODO GASSA
3					DJODO YACOUMBA
4					TAGAL 5
5					DJAMANE MBARISSA
6					BONGOR HAN-HAN 1
7					GOUNOU GAN
8					KASWI
9					KODEGUE 2
10					CEG DE GOYE
11					DJODO GASSA CENTRE A
12					PONT CENTRE A
13					HOBBO HOINA
14					DJARAO GOLO 1
15					DJARAO GASGAO
16					GAYA NGAMBI
17					PONT CAROL 2
18					LEO MOSSI

19				LEO BIDIM
20				LEO MORO
21				NDALAO GOUDIRA
22				DOMO TEGUEDE
23				GOH TEING
24				HORI ZINDOULNA
25				BEREM GUEBELSOU CENTRE A
26				BEREM GUEBELSOU CENTRE B
27				LYCEE DE PONT CAROL
28				CEG MALDOM BADA ABBASS 2
29				CEG DE DJARAO BORO BAYE
30			MAYO-LEMÏE	ECOLE ABBALIMANE
31				ECOLE DE ABONO
32				ECOLE DE KELENGUB BONGOR
33				ECOLEDE MAKAROUA
34				CEG DE DIAO 2
35				CEG DE KATOA
36				ECOLE DE GOUAYE

37				CEG DE KAKALE CAMPEMENT
38				ECOLE DE KATOA 2,
39				ECOLE COMMUNALE
40				ECOLE DE MIDJOUE
41				CEG DEMALLA
42				ECOLE CENTRE DE NANGUIGOTO
43			MAYO-BONEYE	ECOLE DE NA-HOINA
44				ECOLE DE DJARWAYE
45				ECOLE P. DE DJOUMANE
46				CEG DE ERE
47				ECOLE OFFICIELLE DE ERE
48				ECOLE DE TCHINFOGO
49				ECOLE PILOTE A
50				LYCEE DE ERE
51			MONT ILLI	ECOLE KOLONG 2
52				ECOLE DE DABANA
53				ECOLE DE NGAMDI
54				ECOLE DE HOLLOM 1
55				ECOLE DE HOLLOM 3

56				ECOLE DE VALAMOU
57				ECOLE DE ZOUSSI
58				ECOLE DE BODMAYE 2
59				ECOLE DE OURKANDOU
60				ECOLE OFFICIELLE DE FOLMEYE
61				ECOLE DE MOUKAYE
62				ECOLE DE KISSAMSI
Total Mayo Kebbi Est				62

Province du Logone Oriental

IDENPC	IPEP	NOM DE L'ECOLE
IDENPC NYA	IPEP DE MIANDOUM	ECOLE BEBEUR
		ECOLE OFFICIELLE DE DANGDA
		ECOLE OFFICIELLE DE BEDIA
		ECOLE OFFICIELLE DE BENDJERI
		ECOLE OFFICIELLE DE MANBOYE
		ECOLE OFFICIELLE DE BEKIA
		ECOLE OFFICIELLE DE MAÏNKERI
		ECOLE OFFICIELLE DE MEURMEOUEL
		ECOLE OFFICIELLE DE KAÏRATI 1
		ECOLE OFFICIELLE DE BEKOUAMAMIAN

		ECOLE OFFICIELLE DE NGALABA
		ECOLE OFFICIELLE DE BEDAMA
		ECOLE OFFICIELLE DU CENTRE DE MIAMNDOUM
	IPEP DE BEBIDJA	ECOLE OFFICIELLE DU BEKOUANODJI
		ECOLE OFFICIELLE BEMBANGA
IDENPC NYA PENDE	IPEP DE DONIA	ECOLE OFFICIELLE DE GOGORO
		ECOLE COMMUNAUTAIRE DE MELOM
		ECOLE OFFICIELLE UNITE DE BEDAR
		ECOLE FRANCO-ARABE
		LYCEE DE DONIA
		CEG DE DONIA
IDENPC DE MONT DE LAM	IPEP DE LA LIM	ECOLE CENTRE DE BAIBOKOUM
		ECOLE OFFICIELLE DE MBAIDOLO
IDENPC DE PENDE	IPEP DOBA URBAIN	ECOLE OFFICIELLE DE GAKI
		ECOLE OFFICIELLE DE DOBA NDOH
		ECOLE OFFICIELLE DE YELDANEM
		ECOLE OFFICIELLE DE DAMALA
		ECOLE OFFICIELLE DE BEDOBNANG
		ECOLE OFFICIELLE DE BEKONDJO II

		ECOLE OFFICIELLE DE BESSAMA II
IDENPC PENDE (ENSEIGNEMENT MOYEN ET SECONDAIRE)		CEG DE GAKI
		LYCEE DIKWA GARANDI
IDENPC KOUH EST	IPEP DE DOWAR	ECOLE OFFICIELLE DE LA CONGNITION
		ECOLE OFFICIELLE DE NDOUNEMBO
		ECOLE OFFICIELLE DE TAKAPTI III
		ECOLE OFFICIELLE DE BERO
		ECOLE OFFICIELLE DE DAYE
Total Logone oriental		37

4. Résultats attendus

Activités	Livrables/Résultats attendus	Echéance de dépôt
Evaluation des écoles ciblées	<p>Rapport préliminaire sur l'état de lieux (impact des précédentes inondations et niveau de risque éventuels en cas de nouvelles inondations) dans les écoles ciblées par province.</p> <p>Les écoles sont classées par type de travaux et mesures de prévention et de protection contre les inondations à réaliser proposés dans le premier rapport</p>	Rapport préliminaire à déposer 1 mois après démarrage de la mission d'évaluation suivant l'ordre de service
Proposition des mesures de protection contre les inondations	Suivant la nature des interventions proposées dans le rapport préliminaire d'évaluation, des études détaillées seront menées pour affiner les solutions proposées comprenant entre autres des levées topographiques, test de qualité de l'eau et dimensionnement des	Rapport d'étude détaillée à déposer 1 mois après le rapport préliminaire

	équipements de protection contre les inondations	
Elaboration des devis quantitatifs et estimatifs des travaux et autres mesures proposées	<p>Pour chaque école retenue après le rapport préliminaire et des études détaillées, cette étape fera ressortir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans d'aménagement comprenant le type de travaux et/ou d'ouvrages à réaliser ; - Les devis quantitatifs et estimatifs des travaux et autres mesures requises 	Rapport d'exécution comprenant les plans d'aménagement et plans/dessins détaillés des ouvrages dans chaque école et les devis quantitatifs et estimatifs à déposer 15 jours après le rapport d'étude détaillée.
Rédaction du Cahier des Prescriptions Techniques des solutions proposées.	Un Cahier des Prescriptions Techniques (CPT) pour la réalisation future des travaux, plans et équipement de prévention/gestion des inondations sur les solutions retenues	CPT à déposer 15 jours après validation du rapport d'exécution.

Chaque rapport doit faire l'objet d'une validation par le Ministère de l'Education et l'UNICEF en collaboration avec le Ministère de l'Eau et de l'Energie avant le passage à l'étape suivante.

5. Délai d'exécution / Chronogramme indicatif des activités / Organisation du travail

La durée moyenne et prévisionnelle pour l'étude d'évaluation est de 90 jours calendaires répartie comme suit :

- ✓ 1 mois pour évaluation d'état des lieux dans les écoles ciblées ;
- ✓ 1 mois pour réaliser l'étude détaillée de solutions proposées ;
- ✓ 15 jours pour établir les plans d'aménagements et les devis ;
- ✓ 15 jours pour la rédaction du Cahier des Prescriptions Techniques

Le prestataire devra prendre toutes les dispositions utiles en moyens humains, matériels et financiers pour faire respecter le délai d'exécution et obtenir la qualité exigée de la prestation.

Le soumissionnaire s'engage dans sa soumission à ce que l'évaluation soit faite suivant la situation réelle de chaque école et les solutions proposées soient à la hauteur des besoins nécessaires pour rendre résilientes ces écoles face aux inondations.

6. Gestion et supervision du service demandé (interne et/ou externe à l'UNICEF)

Le suivi et la gestion du contrat sont assurés par les Section WASH & Supply de l'UNICEF en collaboration avec la section Education, les Bureaux Sous Nationaux concernés par le projet ainsi que la Direction de l'Analyse Prospective et de la Carte Scolaire du Ministère de l'Éducation et la Direction de la Lutte contre les Inondations et les Eaux Pluviales du Ministère de l'Eau et de l'Énergie.

7. Qualification et expériences professionnelles requises

Le Cabinet d'études soumissionnaire doit avoir au moins 8 ans d'expériences générales dont au moins 4 ans d'expérience dans les études d'aménagement et/ou de conception des ouvrages de protection contre les inondations et autres intempéries/construction et de réhabilitation des infrastructures scolaires ou similaires en matériaux semi-durables et durables.

Les soumissionnaires doivent inclure, comme partie intégrante de leurs offres, les documents administratifs suivants et dans l'ordre ci-dessous listé :

- a. Copie légalisée de l'Autorisation administrative d'exercice industriel ou artisanal ;
- b. Copie de la patente de l'année en cours légalisée ;
- c. Copie légalisée du quitus fiscal de l'année en cours ;
- d. Copie de la déclaration du registre de commerce légalisée ;
- e. Attestation bancaire du BET datée de moins de trois (3) mois ;
- f. Copie de l'attestation de mise à jour de la CNPS en cours de validité légalisée ;
- g. Liste du personnel d'encadrement (dirigeants, personnels techniques) avec curriculum-vitae daté et signé et copies de diplômes ou d'attestations de formation légalisées, liste des matériels de chantier avec les justificatifs, les références techniques et résultats antérieurs des cinq dernières années (copies des contrats avec des attestations de bonne fin d'exécution).

L'absence ou la non-validité de l'une au moins des pièces ci-dessous citées est éliminatoire :

1. Copie légalisée de la patente de l'année en cours ;
2. Copie légalisée du quitus fiscal de l'année en cours ;
3. Copie légalisée de l'attestation de mise à jour de la CNPS en cours de validité ;
4. Copie légalisée de l'attestation de non-faillite et non liquidation judiciaire datant d'au moins de 3 mois.

Les documents doivent être insérés dans l'ordre établi par la liste ci-dessus. En cas contraire, le comité d'évaluation pourra éliminer le soumissionnaire.

Les photocopies des documents devront obligatoirement être lisibles et certifiées.

Pour les besoins de la mission, le bureau en charge de la prestation devra mettre à disposition de cette étude au minimum les compétences suivantes.

P.1. Un Chef de Mission, Ingénieur de Génie Civil ou Génie Rural (bac+5) : Il est responsable de tous les aspects techniques incluant la proposition des travaux à réaliser, les Spécifications Techniques et environnementales. Il devra posséder une expérience d'au moins sept (07) ans en matière de maîtrise d'œuvre. Il doit avoir déjà pris part

à au moins trois (3) missions sur des projets similaires en conception des aménagements et/ou des ouvrages, mesures/plans/équipements de protection et établissement des devis quantitatifs et quantitatifs subséquents.

Le Chef de Mission veillera à l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux sur les sites où se mettra en place les solutions retenues.

P.2. Cinq Ingénieurs de Génie Civil ou Génie Rural (bac+5) en charge de la conception des ouvrages et des mesures/équipements de prévention et de protection contre les inondations : Il est responsable de la coordination des activités des équipes de terrain et s'occupe de la compilation des données et collabore avec le Chef de projet/mission dans la conception des solutions à proposer. Il devra posséder une expérience d'au moins cinq (05) ans en matière de maîtrise d'œuvre. Il doit avoir déjà pris part à au moins deux (02) missions sur des projets similaires en conception des aménagements et/ou des ouvrages et mesures/équipements de prévention et de protection contre les inondations et établissement des devis quantitatifs et quantitatifs subséquents.

P.3 Quatorze Techniciens supérieurs en génie civil ou génie rural (5 TS pour la province du Mayo Kebbi Est, 3 TS Logone Oriental, 3 TS pour la Tandjile, 2 Ts pour le Lac et 1 TS pour la Ville de N'Djamena) : Ayant au moins 5 ans d'expérience en conception et études des aménagement et/ou des ouvrages de protection dans un contexte similaire. Ils seront chargés de faire une évaluation technique dans chaque école présélectionnée et interagir avec les autorités scolaires et les parents d'élèves éventuellement pour une meilleure compréhension de la situation et prise en compte du contexte dans les diagnostics, les solutions proposées et les devis qui en découlent.

P.5 Dix Techniciens topographes (3 Topographes pour le Mayo Kebbi Est, 2 pour le Logone Oriental, 2 Pour la Tandjile, 2 pour le Lac et 1 pour la Ville de N'Djamena):

Ayant au moins 5 ans d'expérience dans le domaine de levé topographique d'état des lieux. Les topographes seront responsables de l'établissement des plans topographique des cours écoles retenues à des échelles permettant l'exécution des travaux si cela est nécessaire pour les solutions à proposer.

8. Dispositions particulières liées au service demandé ou au prestataire de service

L'offre financière devra être inclusive, intégrant tous les coûts relatifs à la bonne réalisation de la mission : les couts unitaires en Homme. Jour ou Homme. Mois incluront tous les frais induits à la prestation (charges administratives, sociales, assurances etc.).

De plus, le Bureau d'Etudes sera responsable d'organiser ses déplacements vers les sites à visiter où se dérouleront les prestations. Les frais de transport et celles de communication téléphonique sont inclus dans l'offre financière.

Le Bureau d'Etudes couvrira les Cinq provinces cibles. Il devra disposer de son propre matériel : moyen de transport, matériel topographique, informatique et de communication ainsi que tout autre équipement nécessaire dans la réalisation de cette consultation. UNICEF ne pourra en aucun cas fournir ce genre de matériel ci-haut mentionné.

9. Critères d'évaluation des offres / Barème de notation

Critères d'évaluation des propositions techniques : Note technique de qualification ≥ 49 points.

Détails de notation de l'offre technique sur 70 points				
Expérience similaire du soumissionnaire :				20

	- N = Nombre de mission similaire.				
	- Si, N > ou = 4 missions	20			
	- Si, N < 4 missions	Au prorata	5pts/ mission		
Conformité de la Méthodologie proposée par rapport au TdRs:					14.5
	Compréhension et commentaires des TdR			6	
	Très bon commentaire sur la mission et la qualité des TdR avec proposition technique additionnelle	6			
	Bon commentaire sur la mission et la qualité des TdR sans proposition technique additionnelle	3			
	Pas de commentaire	0			
	Méthodologie : Réponse aux objectifs de la mission			7	
	- Méthodologie d'exécution de la prestation : Très bonne	7			
	- Méthodologie d'exécution de la prestation : Assez bonne	5			
	- Méthodologie d'exécution de la prestation : Médiocre	3			
	Présentation de l'offre			1.5	
	Bonne présentation de l'offre	1.5			
	Présentation désordonnée de l'offre	0			

Matériels proposés pour l'exécution de la Mission					15
	- Moyen de déplacement pour le personnel de terrain			9	
	- 9 Véhicules 4x4 de type Hilux et ou Hard top				
	- Si Nombre véhicule < 9	Au prorata	1 pt/Véhic.		
	- Equipement d'édition			6	
	Appareil topographique pour 10 Brigades	2.5			
	- ordinateurs laptop	0.5			
	- ordinateurs desktop et imprimantes	0.5			
	- Appareils photos pour 12 équipes de terrains	1.5			
	- 12 GPS	1			
Qualification et compétence du personnel clé pour la mission :					20.5
	- Ingénieur chargé Chef de mission :			2	
	- Diplôme : Ingénieur en BTP/GR(Bac+5)	1			
	- Diplôme : Ingénieur en BTP/GR (Bac+3)	0.5			
	- Nombre d'expérience spécifique (#missions, max 1 point	0.5 pt/mission			
	- 5 Ingénieurs concepteurs du projet (1 point par ing):			5	

	- Diplôme : Ingénieur en BTP/GR(Bac+5)	0.5			
	- Nombre d'expérience spécifique (#missions, max 0.5 point)	0.25 pt/mission			
	- Technicien supérieurs évaluateurs sur le terrain :			10.5	
	14 Techniciens Supérieurs pour tout le projet; remplissant les conditions décrites au point 7 des TDRs	10			
	- Si non, au prorata	0.75 pt/TS			
	- Technicien topographe :			3	
	10 Techniciens topographes pour tout le projet ; remplissant les conditions décrites au point 7 des TDRs	3			
	- Si non, au prorata	0.3 pt/Topographe			
	Nombre total de points				70

Toute Note Technique inférieure à 49/70 est éliminatoire.

NB : Offres anormalement basses

Il est défini un seuil d'offre anormalement basse. Le seuil se détermine comme suit :

- Soit A le cout de l'évaluation administrative (confidentiel)
- Soit M la moyenne arithmétique des offres financières des soumissionnaires
- Soit P la valeur combinée pondérée de A et de M : $P = 0,4 \times A + 0,6 \times M$
- Soit S le seuil des offres anormalement basses : $S = 0,8 \times P$

Une proposition financière (Of) est dite anormalement basse si elle est inférieure ou égale à S (Of inférieure ou égale au seuil S)

Les offres financières supérieures aux offres anormalement basses sont notées suivant ci-dessous :

Note financière de soumissionnaire = Prix MD X 30

Prix Soumissionnaire

Les offres sont classées en fonction de leurs notes techniques et financières combinées et l'offre ayant obtenu le score combiné le plus élevé sera considérée comme étant l'offre la mieux disant et sera recommandée pour la suite du processus de l'appel d'offres.

10. Validité de l'offre

Les Propositions resteront valables jusqu'à un délai maximum de 90 jours après l'ouverture des propositions financières.

11. Modalités de paiement

Le montant du contrat est un prix global et forfaitaire, hors taxe, ferme et non révisable.

1. **30% du montant du contrat** payé après validation du Rapport préliminaire à l'issue de la mission d'évaluation ;
2. **30% du montant du contrat** payé après validation du Rapport d'étude détaillée ;
3. **25% du montant du contrat** payé après validation du Rapport d'exécution comprenant les plans d'aménagement et les plans/dessins détaillés des ouvrages dans chaque école retenue et les devis quantitatifs et estimatifs afférents ;
4. **15% du montant du contrat** payé après validation du CPT ;

ANNEXE C : CADRE DE DEVIS QUANTITATIF

Devis estimatif pour une évaluation rapide des besoins en renforcement des infrastructures (salles de classe, latrines, points d'eau, bureaux, etc.) des écoles les plus à risque des inondations dans les provinces de la Tandjilé, du Mayo Kebbi Est, du Logone oriental, du Lac et de la ville de N'Djaména

N°	DESIGNATION DES PRIX	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Prix Total
	1. FRAIS DU PERSONNEL				
1.1	Chef de Mission, Ingénieur génie civil bac+5	Homme/mois	2		
1.2	Ingénieur génie civil bac+5, Concepteur du projet	Homme/mois	15		
1.3	Quatorze (14) techniciens Supérieur (1 à N'Djamena, 5 Mayo Kebbi, 3 LO, 3 Tandjile, 2 Lac et 1 ville de Ndjamenà/) charge de faire l'évaluation dans chaque école sur 30 jours y compris temps de rapportage	Homme/mois	14		
1.4	Dix (10) Topographes (1 à N'Djamena et 3 MKE, 2 LO, 2 Tandjile, 2 Lac/) charge de faire le levé topographique dans des écoles pour lesquelles les plans sont nécessaires sur 30 jours y compris temps de travaux de bureau	Homme/mois	10		
	TOTAL FRAIS DU PERSONNEL				
	2. FRAIS DE FONCTIONNEMENT				
2.1	Edition mensuelle	Mois	3		

2.2	Frais de siège	Mois	3		
	TOTAL FRAIS DEFONCTIONNEMENT				
	3.FRAIS DE DEPLACEMENT- HEBERGEMENT				
3.1	Techniciens évaluations : Location de 4 véhicules de mission y compris carburant et chauffeur pour déposer les 13 techniciens dans les provinces et les reprendre sur 5 jours	Jours	20		
3.2	Forfait par technicien pour leur transport interne entre les écoles, des 14 techniciens durant les 20 jours d'évaluations sur le terrain.	Homme/Jour	280		
3.3	Frais d'hébergement de 13 Techniciens dans les provinces durant 20 jours	Homme/Jour	260		
3.4	Topographe : Location de 10 véhicules de mission y compris carburant et chauffeur pour les levés topographiques dans les écoles de Ndjamena et des 4 provinces pendant 15 jours par brigade topographique	Jours	150		
3.5	Frais d'hébergement de 9 Topographes dans les provinces durant 15 jours	Homme/Jour	1350		
3.6	Forfait pour 2 aides topographes par brigade pendant les missions de levés topographiques pendant 15 jour par brigade	Homme/Jour	300		

	TOTAL FRAIS DE DEPLACEMENT- HEBERGEMENT				
	COUT TOTAL DE L'ETUDE				

Estimé le présent tableau des prix unitaires à la somme de (somme en toutes lettres) XFA

(.....)

Date :

Nom et titre:

Signature

ANNEXE D: BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Bordereau des prix Unitaires pour une évaluation rapide des besoins en renforcement des infrastructures (salles de classe, latrines, points d'eau, bureaux, etc.) des écoles les plus à risque des inondations dans les provinces de la Tandjilé, du Mayo Kebbi Est, du Logone oriental, du Lac et de la ville de N'Djaména

N°	DESIGNATION DES PRIX	Unité	Prix Unitaire en toutes lettres	Prix Unitaire en chiffre
	1. FRAIS DU PERSONNEL			
1.1	Chef de Mission, Ingénieur génie civil bac+5	Homme/mois		
1.2	Ingénieur génie civil bac+5, Concepteur du projet	Homme/mois		
1.3	Quatorze (14) techniciens Supérieur (1 à N'Djamena, 5 Mayo Kebbi, 3 LO, 3 Tandjile, 2 Lac et 1 ville de Ndjamenana/) charge de faire l'évaluation dans chaque école sur 30 jours y compris temps de rapportage	Homme/mois		
1.4	Dix (10) Topographes (1 à N'Djamena et 3 MKE, 2 LO, 2 Tandjile, 2 Lac/) charge de faire le levé topographique dans des écoles pour lesquelles les plans sont nécessaires sur 30 jours y compris temps de travaux de bureau	Homme/mois		
	2. FRAIS DE FONCTIONNEMENT			
2.1	Edition mensuelle	Mois		
2.2	Frais de siège	Mois		
	3.FRAIS DE DEPLACEMENT-HEBERGEMENT			
3.1	Techniciens évaluations : Location 4 véhicules de mission y compris carburant et chauffeur pour déposer 13 techniciens dans les provinces et les reprendre sur 5 jours	Jours		
3.2	Forfait par technicien pour leur transport interne entre les écoles, des 14 techniciens durant les 20 jours d'évaluations	Homme/Jour		

3.3	Frais d'hébergement de 13 Techniciens dans les provinces durant 20 jours	Homme/Jour		
3.4	Topographe : Location de 10 véhicules de mission y compris carburant et chauffeur pour les levés topographiques dans les écoles de Ndjamena et des 4 provinces pendant 15 jours par brigade topographique	Jours		
3.5	Frais d'hébergement de 9 Topographes dans les provinces durant 15 jours	Homme/Jour		
3.6	Forfait pour 2 aides topographes par brigade pendant les missions de levés topographiques pendant 15 jour par brigade	Homme/Jour		

Annexe E

Declaration

The undersigned, being a duly authorized representative of the Company, represents and declares that:

Le soussigné, en tant que représentant dûment autorisé de la Société, représente et déclare que :

		YES	NO
1.	<p>The Company and its Management¹ have not been found guilty pursuant to a final judgment or a final administrative decision of any of the following</p> <p>La Société et sa Direction n'ont pas été reconnues coupables en vertu d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive dans l'un des cas suivants :</p>		
	a. Fraud; Fraude	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	b. Corruption; Corruption	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	c. conduct related to a criminal organisation; Comportement lié à une organisation criminelle	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	d. money laundering or terrorist financing; Blanchiment d'argent ou financement du terrorisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	e. terrorist offences or offences linked to terrorist activities; Infractions terroristes ou infractions liées à des activités terroristes	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	f. sexual exploitation and abuse; Exploitation et abus sexuels;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	g. child labour, forced labour, human trafficking; or Travail des enfants, travail forcé, traite des êtres humains ; ou	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	h. irregularity (non-compliance with any legal or regulatory requirement applicable to the Company or its Management). Irrégularité (non-respect de toute exigence légale ou réglementaire applicable à la Société ou à sa Direction).	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2.	<p>The Company and its Management have not been found guilty pursuant to a final judgment or a final administrative decision of grave professional misconduct.</p> <p>La Société et sa Direction n'ont pas été reconnues coupables en vertu d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive de faute professionnelle grave.</p>		
3.	<p>The Company and its Management are not: bankrupt, subject to insolvency or winding-up procedures, subject to the administration of assets by a liquidator or a court, in an arrangement with creditors, subject to a legal suspension of business activities, or in any analogous situation arising from a similar procedure provided for under applicable national law.</p> <p>La Société et sa Direction ne sont pas : en faillite, soumises à une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, soumises à l'administration des biens par un liquidateur ou un tribunal, en accord préventif, soumises à une suspension légale d'activité, ou en situation analogue résultant d'une procédure similaire prévue par le droit national applicable.</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

¹ "Management" means any person having powers of representation, decision-making or control over the Organization. This may include, for example, executive management and all other persons holding downstream managerial authority, anyone on the board of directors, and controlling shareholders.

4.	<p>The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision finding them in breach of their obligations relating to the payment of taxes or social security contributions.</p> <p>La Société et sa Gérance n'ont pas fait l'objet d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive les constatant en manquement à leurs obligations en matière de paiement d'impôts ou de cotisations sociales.</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5.	<p>The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision which found they created an entity in a different jurisdiction with the intent to circumvent fiscal, social or any other legal obligations in the jurisdiction of its registered office, central administration, or principal place of business (<i>creating a shell company</i>).</p> <p>La Société et sa Direction n'ont pas fait l'objet d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive constatant qu'ils ont créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de contourner des obligations fiscales, sociales ou toute autre obligation légale dans la juridiction de son siège social, l'administration centrale, ou l'établissement principal (création d'une société écran).</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
6.	<p>The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision which found the Company was created with the intent referred to in point (5) (<i>being a shell company</i>).</p> <p>La Société et sa Direction n'ont pas fait l'objet d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive constatant que la Société a été créée avec l'intention visée au point (5) (étant une société écran).</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

The UNICEF reserves the right to disqualify the Company suspend or terminate any contract or other arrangement between the UNICEF and the Company, with immediate effect and without liability, in the event of any misrepresentation made by the Company in this Declaration.

L'UNICEF se réserve le droit de disqualifier la Société, de suspendre ou de résilier tout contrat ou autre arrangement entre l'UNICEF et la Société, avec effet immédiat et sans responsabilité, en cas de fausse déclaration faite par la Société dans la présente Déclaration.

It is the responsibility of the Company to immediately inform the UNICEF of any changes in the situations declared.

Il appartient à la Société d'informer immédiatement l'UNICEF de toute évolution des situations déclarées.

This Declaration is in addition to, and does not replace or cancel, or operate as a waiver of, any terms of contractual arrangements between the UNICEF and the Company.

Cette déclaration s'ajoute à, et ne remplace pas ou n'annule pas, ou ne fonctionne pas comme une renonciation aux termes des accords contractuels entre l'UNICEF et la Société.

Signature: _____
Date: _____
Name and Title: _____
Name of the Company: _____
UNGM #: _____
Postal Address: _____
Email: _____

ANNEXE F : LETTRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE FINANCIERE

MODELE DE LETTRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE FINANCIERE

(Note : Cette lettre doit être mise dans l'offre financière)

(Nom du soumissionnaire) (Lieu et date)

Objet :

A

(Nom et adresse de l'UNICEF)

Mme la Représentante de l'UNICEF au Tchad,

Après avoir examiné le dossier d'appel d'offre pour le **LRPS N° 2024- 9192777 – APPEL D'OFFRES POUR L'EVALUATION DES BESOINS POUR LA PREVENTION DES INONDATIONS ET LE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES A RISQUE DANS LES PROVINCES DE LA TANDJILE, DU MAYO KEBBI EST, DU LOGONE ORIENTAL, DU LAC ET DE LA VILLE DE N'DJAMENA**

Nous vous soumettons par la présente notre offre financière sous enveloppe fermée et cachetée.

Nous nous engageons sur la base de cette offre pour une période de 90 jours à compter de la date fixée pour la remise des plis. L'offre continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période jusqu'à ce qu'un marché en bonne et due forme soit préparé et signé.

Les termes de référence font partie intégrante de notre offre.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature

Nom et Prénom du représentant habilité

ANNEXE G : CERTIFICAT DE VISITE

Je soussigné, M. ou Mme (Nom) : _____ représentant légal de

L'entreprise _____ :

Atteste par la présente avoir :

- Visité et vérifié l'école
- Pris vision du terrain et de ces environs
- Pris connaissance de la nature des travaux en détail pour nous permettre d'émettre un devis en bonne et due forme.
- Commentaires du BET :

